Éducation prioritaire : laboratoire néo-libéral ? C'est CLAIR !

A partir de la rentrée, 105 établissements, la plupart relevant actuellement de l'éducation prioritaire, vont expérimenter le programme CLAIR. Ce dispositif sera généralisé à la rentrée 2011, dans le cadre d'une large « *redéfinition de la carte de l'éducation prioritaire* ». Il devrait être la nouvelle norme pour ce qu'il restera de l'éducation prioritaire.

Annoncé par Chatel lors de la clôture des « *états généraux de la sécurité à l'école* », puis précisé dans une circulaire du 07 juillet, ce programme est supposé répondre aux « *difficultés en matière de climat scolaire et de violences* ». Il permettra surtout d'expérimenter la gestion libérale de l'école de demain. Il comporte 4 grands axes.

Une révolution managériale

Pour un programme ayant soi-disant une finalité pédagogique, s'est bien sur le champ des « ressources humaines » et du management qu'il insiste le plus.

Le recrutement direct par les chefs d'établissement est instauré. Cela concernera à cette rentrée uniquement les postes libérés après le dernier mouvement intra mais aboutira à terme à un **profilage de tous les postes** (enseignants comme non-enseignants). Les personnels qui souhaiteraient être affectés dans ces établissements devront faire « *acte de candidature* » auprès du chef d'établissement qui les sélectionnera suite à un entretien individuel. Ils seront **affectés pour une période de 5 ans** et recevront une **lettre de mission individualisée établie pour 3 ans** (issue des contrats d'objectifs établissement - Académie) renouvelable après ce délai. C'est sur la base de ces objectifs qu'ils seront évalués et verront leur carrière progresser. Des « *rémunérations complémentaires* » sont prévues pour ceux qui accepteraient ces postes mais en contrepartie « *d'une refonte* » de l'ensemble des régimes indemnitaires de l'Éducation prioritaire...

Concernant les personnels actuellement en poste dans ces établissements, la circulaire précise que **ceux qui « n'adhèrent pas au nouveau projet seront encouragés à rechercher une autre affectation »**. Même chose pour les chefs d'établissements qui sont invités à partir si ils ne souhaitent pas s'inscrire dans ce dispositif. On comprend bien le but de la manœuvre : s'assurer la tranquillité dans les établissements de l'Éducation prioritaire, plus remuants et moins enclin aux heures sup' ...

Des chefs, à la botte du ministère, vont donc pouvoir se choisir une vraie garde rapprochée sans rendre de compte à quiconque. Cela va dans la logique actuelle de l'augmentation de leurs pouvoirs pédagogiques comme administratifs : recrutement du personnel vie scolaire, extension des prérogatives du conseil pédagogique, possibilité d'imposer encore plus facilement la DHG, entretiens d'évaluations à venir, autonomie croissante et contractualisation des établissements... Petit à petit les pièces s'assemblent et la perspective d'EPLÉ géré à la façon de mini-entreprises par des « managers publics » n'est plus une caricature.

Installation d'un « préfet des études » par niveau.

Sorte de « super CPE », il sera le « *responsable pédagogique et éducatif* » pour chaque niveau de classe. Ceux-ci seront recrutés parmi les enseignants (les professeurs-référents sont cités pour les RAR) et CPE volontaires. « *Membres de l'équipe de direction* », ils vont avoir des missions étendues qui recoupent largement celles des personnels en place (CPE, PP...) : assistance du chef pour l'animation de la « *vie de l'établissement* », coordination et animation du « *travail pédagogique et éducatif des équipes* », organisation de la vie scolaire, accompagnement individualisé des élèves et suivis des familles... **Il s'agit donc clairement d'une nouvelle hiérarchie intermédiaire qui viendra encore renforcer la pression hiérarchique actuelle et la remise en cause de notre liberté pédagogique !**

A contrario, la Vie Scolaire aurait surtout besoin de plus de stabilité et de statuts décents pour ses personnels dont la situation ne cesse de se dégrader depuis la fin des MI-SE. Ajouter une couche au mille-feuille ne fera donc pas forcément du bien... **Pour nous c'est tout simplement la nomination d'un CPE par niveau qu'il faudrait acter dans ces établissements !**

Un alibi pédagogique

Si nous étions naïfs, nous serions enthousiasmés par la large ouverture à « *l'expérimentation* » pédagogique promise dans le cadre de CLAIR. Mais pour nous il ne s'agit là que d'un trompe-l'œil dans le cadre d'une autonomie qui ressemble plus à une dictature managériale du chef d'établissement qu'à l'autogestion !

Notre méfiance est d'autant plus renforcée sachant que dans son discours d'avril, Chatel promettait un « *recentrage exclusif sur le socle commun* » que nous contestons (voir encadré). La

circulaire est moins directe que le ministre mais tout aussi explicite, dans ses préconisations on ne parle que de « *progressions pédagogiques, en lien avec le socle commun [...] et les référentiels de compétences* » des LP.. Ajoutez à cela, un saupoudrage d'activités sportives et artistiques. Le lycée général n'est pas évoqué... Pour caricaturer, ces établissements du pauvre ne seront qu'une porte d'accès au LP ou l'apprentissage, les plus chanceux seront footballeurs ou comiques ? La fameuse « égalité des chances » est toujours plus un mythe et l'école à plusieurs vitesses, une réalité...

Tout sécuritaire

Inévitablement, les établissements CLAIR vont être au centre de la politique sécuritaire du ministère : « *diagnostics de sécurité* » (réalisés par les collectivités pour les bâtiments) suivi de « *diagnostics de sûreté* », réalisés par police ou gendarmes avec qui la liaison est renforcée, intervention prioritaire des EMS (Équipes mobiles de sécurité)... Des établissements bunkérisés, des élèves irrémédiablement ciblés comme délinquants suivis par des policiers référents et autres crypto-vigiles des Rectorats, c'est ça l'alternative pédagogique pour la ZEP ?

Pour la CNT FTE, c'est donc CLAIR, il faut mettre en échec cette nouvelle attaque contre l'éducation prioritaire, non seulement dans la centaine de bahuts concernés dès 2010 mais aussi avec le soutien de tous ceux qui seront touchés en 2011.

Au delà du nécessaire mouvement de grève à construire à la rentrée, les pistes de résistance sont multiples : boycott du conseil pédagogique, refus de remplir les livrets de compétence du socle commun, refus collectifs de toute individualisation des objectifs par les chefs d'établissements (boycott des entretiens individuels et des lettres de mission), refus de la contractualisation des moyens... Tous ces actes de « sabotage » pédagogique et administratif n'auront bien sûr de sens et de poids que si ils sont décidés collectivement à l'échelle des établissements voir coordonnés au sein des bassins ou réseaux.

Le socle commun

Véritable « Smic scolaire » qui recentre les apprentissages autour du français, des maths, de l'anglais et de l'informatique. Ce programme idéologique, relègue les sciences humaines à une sorte de compilation de culture générale, les arts, le sport disparaissent au profit d'une somme d'attitudes à adopter. L'enrobage pédagogique est cependant bien pensé : pour satisfaire les pédagogues, la mise en avant des « compétences » dans les nouveaux programmes, via le Socle Commun permettent et conduisent à une remise en cause de la notation chiffrée. Alors que le contenu même des enseignements signifie un retour en arrière sans précédent.

Le vrai problème posé par le Socle Commun, ce n'est pas l'abandon de la note, c'est le contenu même de ce qui est évalué ! Repensons aux refus d'appliquer les nouveaux programmes dans le Primaire : le débat s'est fixé sur le contenu, puisque le Primaire, contrairement au Secondaire, a remis en cause la note chiffrée depuis longtemps. Il faut revendiquer à long terme un collège et un lycée polytechniques, où les enseignements intellectuels et manuels seraient ré-équilibrés.